



## **BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE DE PLURICONSEIL**

18 janvier 2017

Enquête réalisée par PluriConseil du 9 au 11 janvier 2017 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

## ANALYSE

### **Compétitivité**

**Par Eric NG PING CHEUN**

L'île Maurice exporte moins de marchandises qu'elle n'en importe : ce déficit commercial, devenu structurel, a toute son importance, mais il n'est pas une calamité. Certes, il indique le manque de compétitivité d'un pays qui vit au-dessus de ses moyens. Mais il ne saurait servir de prétexte à des mesures protectionnistes ou à des « dévaluations compétitives ». Les premières représentent une perte de pouvoir d'achat pour la population locale, tandis que les secondes reposent sur l'illusion qu'une monnaie faible stimulerait l'exportation nette du pays. En vérité, le déficit du commerce extérieur est révélateur des faiblesses structurelles de l'économie nationale.

Les exportations mauriciennes sont très concentrées sur deux secteurs, à savoir les articles manufacturés et les produits agro-alimentaires. Selon Statistics Mauritius, les deux ont vu leur valeur d'exportation chuter de 23,8% et de 7,7% respectivement en octobre 2016 par rapport à octobre 2015. Si l'on prend le total des exportations domestiques, la baisse est de 15,9%. L'effet Brexit n'est pas seul en cause, puisqu'un recul est noté sur tous les cinq principaux marchés, la Grande Bretagne, la France, l'Afrique du Sud, l'Italie et les Etats-Unis.

Il est clair que nous avons un problème d'exportation, et il faudra y trouver des solutions. L'industrie obtiendra des gains d'efficacité en adoptant de nouvelles technologies et en réalisant des économies d'échelle. Elle peut couvrir le risque de change avec des contrats financiers à terme. Mais pourquoi cibler aussi les importations au point d'être obsédé par la balance commerciale ?

Un déficit commercial record de Rs 81,3 milliards fut enregistré en 2012. Le bureau des statistiques prévoit un déficit de Rs 79,5 milliards en 2016, soit à des niveaux comparables aux quatre années précédentes. Qu'il faut booster les exportations, on le veut bien. Mais dire qu'il faut aussi freiner les importations, c'est se replier dans le protectionnisme. Et alors que l'interdépendance des économies nationales a atteint un point de non-retour, on ne comprend pas cette dernière trouvaille du président de la Chambre de commerce et d'industrie de Maurice « qu'un excès de libre-échange pourrait tuer le libre-échange ».

Pour convaincre, on doit être cohérent. Premièrement, on ne peut pas s'élever contre un impôt exagéré et en même temps proposer plus de taxes douanières. Cela ne cadre certainement pas avec la philosophie de Jean-Baptiste Say ou d'Arthur Laffer. Deuxièmement, on ne peut pas prôner une politique de relance par la consommation et en même temps s'insurger contre une hausse du déficit commercial ! Le pays importe pratiquement tout ce qu'il consomme. Du reste, il est étrange qu'on donne au terme déficit une connotation positive à propos des

finances publiques (le déficit budgétaire serait un instrument de relance), mais négative à propos du commerce extérieur (le déficit commercial réduirait la demande globale, moteur de la croissance).

Une autre fausse idée, c'est que le manque de compétitivité a une origine monétaire. Il est vrai qu'il existe une relation entre la monnaie et la balance commerciale, mais elle n'est pas celle que croit le gouverneur de la Banque de Maurice. Soulignant que « *for quite some years in the past we have had a strong rupee* », il affirme que « *an overvalued exchange rate encourages consumption, particularly of imported goods* », et « *undermines the competitiveness of the export sector* ». Il se félicite donc qu'il y ait eu en 2015 « *a consequential re-alignment of the exchange rate of the rupee* ».

L'évolution du Mauritius Exchange Rate Index indique une appréciation de la roupie entre 2010 et 2014. Mais comment alors expliquer que le déficit du compte courant (biens et services) a diminué de moitié, de Rs 44,6 milliards en 2011 à Rs 21,8 milliards en 2014 ? En revanche, malgré une forte dépréciation de la roupie en 2015, le déficit courant s'est à peine amélioré.

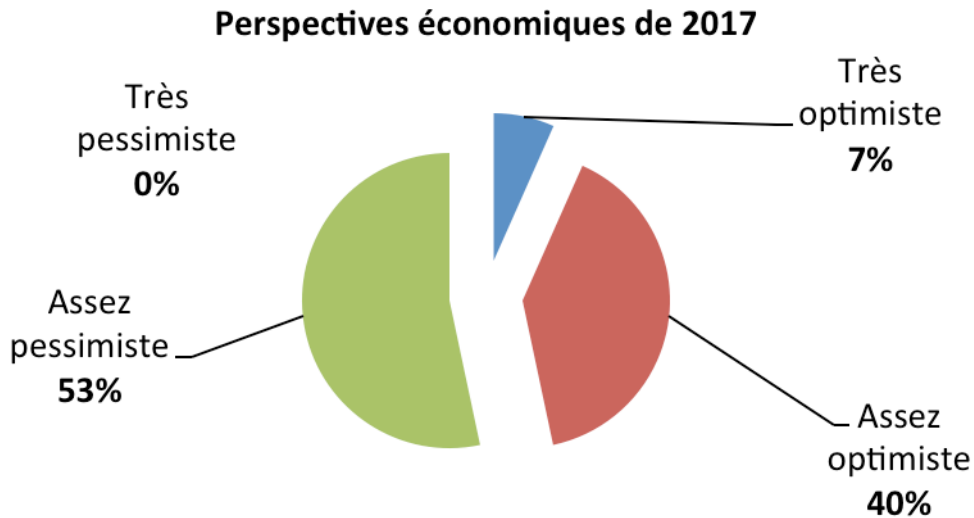
Du compte des marchandises, le déficit annuel a baissé de Rs 2,6 milliards en 2015. Ce résultat n'est pas dû à la politique de dévaluation, mais il est lié à la chute du prix du pétrole. La facture pétrolière en 2015 a coûté Rs 7 milliards de moins qu'en 2014. Si l'on n'avait pas dévalué la roupie, la réduction du déficit commercial aurait été plus conséquente.

Pour sûr, une roupie faible est un coup de fouet monétaire qui remonte le moral des exportateurs, incite les étrangers à acheter leurs produits et attire les touristes. Mais l'effet de toute dévaluation est compensé par le renchérissement des importations nécessaires à la production, qu'il s'agisse de matières premières ou d'équipements. On perdrait au moins 60% de la rente monétaire. Puis, l'effet est insuffisant pour réduire le chômage, car en situation de sous-emploi, l'entreprise ne recrute pas mais fait appel à des heures supplémentaires pour satisfaire les nouvelles commandes. Enfin, déprécier volontairement la roupie, c'est voler tous ceux qui ont des créances libellées dans cette monnaie. Ce n'est pas en créant plus de monnaie par la dévaluation que la banque centrale aidera à améliorer la compétitivité du pays !

Celle-ci passe plutôt par la mise en oeuvre des réformes qui éliminent les rigidités de l'offre. Il s'agit d'injecter davantage de flexibilité dans le marché du travail, d'aligner la politique salariale sur la productivité, et de réduire le coût des réglementations. En un mot, libérer l'entreprise privée.

**([www.pluriconseil.com](http://www.pluriconseil.com))**

1) Sur les perspectives de l'économie mauricienne pour l'année 2017, êtes-vous...



### **Le pessimisme légèrement majoritaire**

Comme l'année dernière à la même époque, 53% des sondés disent être assez pessimistes sur les perspectives de l'économie mauricienne pour l'année en cours. Outre l'absence d'un « *solid leadership geared towards steering the economy back on track* », les capitaines d'industrie « *are not going to invest so long as there is political uncertainty* ». En même temps, « *recent instances of power cut and water shortages have underscored potential vulnerabilities to the country's development* ». Les optimistes, eux, estiment que « *the corporate results will be much better* », et que « *with the different projects announced for 2017, we can expect a better performance of the Mauritian economy* ».

2) Quelle est votre prévision du taux de croissance économique pour l'année 2017 ?

4,0% ou plus	0%
3,8% à 3,9%	43%
3,6% à 3,7%	40%
3,5% ou moins	17%

### **Le taux de croissance ne s'améliorera pas**

*Statistics Mauritius* prévoit un taux de croissance économique de 3,8% en 2017 contre 3,6% en 2016. Si toutes les personnes interrogées sont d'accord que le taux de 4,0% ne sera pas encore une fois atteint, la majorité (57%) ne partage pas l'estimation du bureau des statistiques. On craint « *the anticipated oil price increase and dollar strengthening, coupled with lack of productivity boosting measures by the government* », ainsi que « *the uncertainty associated with the Brexit fallout* ». Si une amélioration de la croissance est possible, « *this will depend on the prompt implementation rate of measures to boost the country's productive capacity and enhance its infrastructure in the fields of energy, port, transportation and road networks* ». Et il faut « *a clear direction that boosts investor and consumer confidence* ».

3) Quel taux de change de la roupie contre le dollar attendez-vous d'ici à la fin de l'année 2017 ?

Au dessus de Rs 38	27%
Entre Rs 37 et Rs 38	57%
En dessous de Rs 37	17%

### **Le dollar au-dessus de Rs 37 cette année**

Comme au début de l'année dernière, le cours vendeur indicatif du dollar américain, affiché par la Banque de Maurice, s'approche des Rs 37 sans toutefois l'atteindre. Mais 83% des répondants croient qu'il dépassera ce seuil d'ici à la fin de 2017. S'il existe « *a high probability of a further strengthening dollar* », c'est parce que, après deux hausses de 25 points de base en un an, « *the US Fed is expected to resort to more interest rate hikes in 2017* ». Curieusement, « *uncertainty will increase the value of the dollar* » en cette année où la France et l'Allemagne entreront en campagne électorale. Comme la monnaie unique s'affaiblit, un analyste se demande si l'on ne se dirige pas vers une parité euro-dollar.

4) Selon vous, la démission du PMSD du gouvernement est pour l'économie...

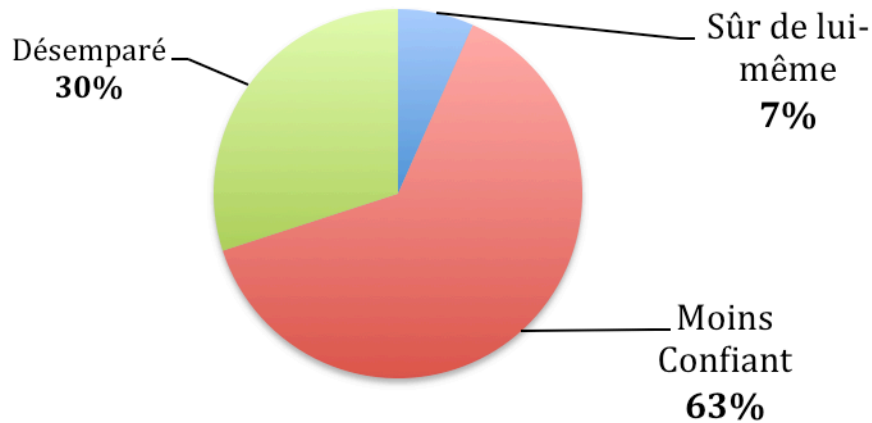
Une BONNE chose	17%
Une MAUVAISE chose	40%
Sans effet réel	43%

### **A quelque chose malheur est bon ?**

Pour 83% des sondés, le départ du PMSD du gouvernement n'est pas une bonne chose pour l'économie. Toutefois, 43% pensent que cette démission n'a pas d'effet réel sur celle-ci. Alors que « *Xavier-Luc Duval was an insurance policy in government* », maintenant « *there is a high risk of political uncertainty* », et « *it is just adding to an already existing and latent uncertainty* ». Si « *the bottom rock may have been reached and the economy is now on free wheel* », le fait que « *we have a stronger opposition now* » pourrait obliger le gouvernement à être performant. Ainsi, ce dernier ne devrait pas remettre en cause les politiques qui font le succès du tourisme.

## 5) Le gouvernement d'aujourd'hui vous paraît...

### Le gouvernement d'aujourd'hui

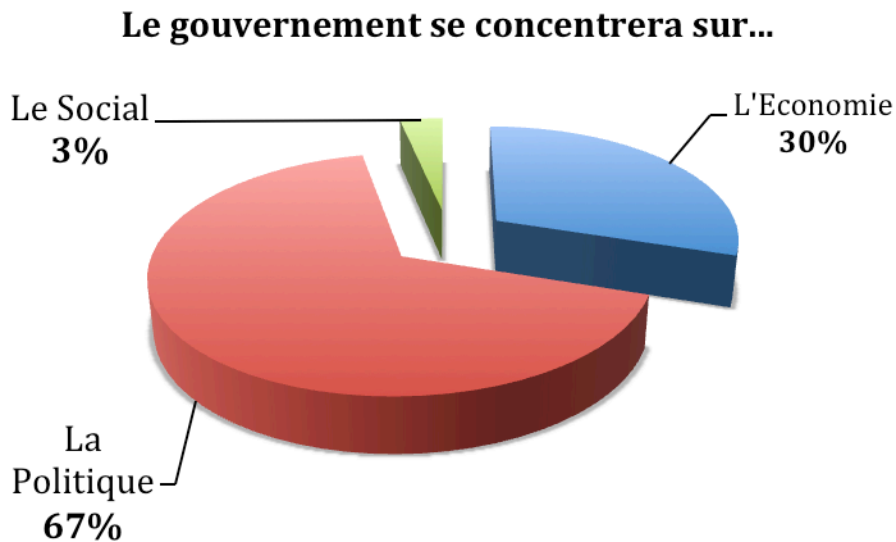


### Un gouvernement moins confiant

Alors qu'il y a pourtant de l'optimisme sur le plan économique cette année, le gouvernement sans le PMSD ne paraît pas sûr de lui-même, observent 93% des sondés. Il semble être moins confiant (63%), voire désespéré (30%). C'est qu'au sein de l'alliance gouvernementale, « *there is a big power game going on* », chacun cherchant plus de pouvoir, mais c'est impossible de satisfaire tout le monde. De ce fait, « *there is today a perceived lack of drive at least in respect of the economic agenda, and this seems worrisome* ». Néanmoins, « *there is still time for the government to really focus on what matters and get on promoting the economic development of the country in a more compelling manner* ».



6) Pour vous, le gouvernement se concentrera durant l'année 2017 sur...



### **Encore une année très politique**

L'année 2017 ne sera pas différente des deux dernières, puisque deux tiers des analystes sont d'avis que le gouvernement se focalisera sur la politique plutôt que sur l'économie. Ils déplorent que « *politics will be at the centre stage* », que « *there seems to be too much focus on political matters* ». Il y aura « *another year of political survival in 2017 after two years of vendettas, hence three years of lost economic opportunities* ». Le problème est que « *from a purely economic perspective, political uncertainty and the tendency of politicians to focus on petty calculations to stay in power, instead of properly running the country, can only bode negatively* ».

7) Selon vous, Pravind Jugnauth agit davantage comme un...

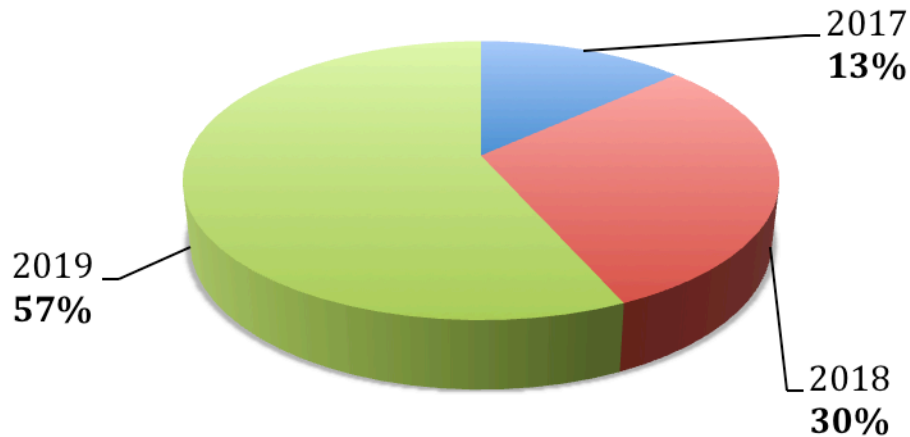
Chef de parti	37%
Ministre des finances	3%
<i>Prime Minister-in-waiting</i>	60%

### **Les Finances au troisième plan**

Comme pour soutenir que l'économie est effectivement le cadet des soucis du gouvernement, les analystes sont quasiment unanimes à dire que les actions de Pravind Jugnauth sont davantage celles d'un Premier ministre en attente (60%) ou d'un chef de parti (37%) que d'un ministre des finances. Comme quoi les Finances ne se situent même pas au second plan ! Propos cyniques d'un spécialiste : « *Politicians do politics, that's their job...* » Or une économie ne peut pas rester suspendue à la question de savoir si le chef du gouvernement, actuel ou réel, cédera ou non sa place bientôt. Et les priorités d'un chef de parti ne sont pas réconciliables avec celles de l'économie nationale.

8) D'après vous, les prochaines élections générales se tiendront en...

### Les prochaines élections générales



### Pas d'élections générales anticipées

Pour 57% des répondants, le gouvernement ira jusqu'au bout de son mandat, autrement dit les prochaines élections générales auront lieu en 2019. Un analyste estime important que « *we agree on that and, until then, get on with our jobs* ». Il y a tellement de mécontentement populaire que le Premier ministre ne prendra pas le risque de rappeler les urnes de sitôt. Ainsi, « *the current regime will do its utmost not to go for premature elections in fear of losing* ». Mais pour d'autres, « *the government will not stand the pressure* », et « *with the current weak leadership at the top, the holding of elections in 2017 would not be surprising* ».

Enquête réalisée par PluriConseil du 9 au 11 janvier 2017 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

**PluriConseil Ltd**

*Business Registration number:* C08052270

*Managing Director:* Eric Ng Ping Cheun

*Address:* 38, Aldrin Street, Pointe aux Sables, 11128, Mauritius

*Telephone:* +230 2866719

*Fax:* +230 2342761

*E-mail:* pluriconseil@orange.mu

*Website:* www.pluriconseil.com

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.